



**Jour
J-102**

REFORME DES FINANCES PUBLIQUES

**Basculement du Budget des
moyens au Budget-Programme**

BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

24/09/2019

Amélioration des conditions de vie et de travail / Issa Coulibaly : P 2
«L'État a déboursé environ 1500 milliards de F Cfa depuis 2013»

Renforcement des capacités

P7

La Banque mondiale s'engage à former des cadres du secteur public

Port autonome de San Pedro

P8

Le directeur général sur les chantiers de la modernisation

SAUVEGARDE ET VALORISATION DE LA BAIE DE COCODY

P11

Zoom sur les grands chantiers en cours et à venir

Voici les coûts et les délais d'exécution prévus

INSALUBRITÉ À ABIDJAN

La guerre contre les ordures ménagères engagée

Plus de 150 engins mis à la disposition des pré-collecteurs

Zato Jean (président des pré-collecteurs): «Les ménages n'auront plus à déboursé de l'argent pour leurs ordures»

Amélioration des conditions de vie et de travail / Issa Coulibaly : «L'État a déboursé environ 1500 milliards de F Cfa depuis 2013»

Le ministre de la Fonction publique, était face aux journalistes de Fraternité Matin, le 20 septembre 2019.

Propos liminaires

Monsieur le Ministre de la Communication et des Médias,
Monsieur le Président du Conseil d'Administration du Groupe Fraternité Matin,
Monsieur le Directeur Général du Centre d'Information et de Communication Gouvernementale,
Monsieur le Directeur Général du Groupe Fraternité Matin,
Mesdames et Messieurs les journalistes,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec un réel plaisir que je me retrouve dans les locaux de Fraternité Matin, aujourd'hui, pour cette conférence de presse, initiée dans le cadre de la promotion du Programme Social du Gouvernement.

Avant tout propos, je voudrais adresser mes sincères remerciements à :

- Monsieur le Président du Conseil d'Administration du Groupe Fraternité Matin,
- Monsieur le Directeur Général du Centre d'Information et de Communication Gouvernementale (CICG) et à
- Monsieur le Directeur Général du Groupe Fraternité Matin, pour l'opportunité qui m'est offerte de communiquer sur les grands chantiers visant la redynamisation et la performance de l'Administration

Publique Ivoirienne ainsi que l'amélioration des conditions de vie et de travail des fonctionnaires.

J'associe, à ces remerciements, l'ensemble des journalistes des Rédactions de Fraternité Matin, pour l'appui dont nous avons toujours bénéficié, pour la promotion et la vulgarisation de nos missions et activités auprès des fonctionnaires, des usagers-clients et des populations en général.

Mesdames et Messieurs,

Avant d'aborder le thème de cette présentation qui porte sur : « Les droits et obligations du fonctionnaire : Enjeux et perspectives pour la redynamisation de l'Administration Publique Ivoirienne », je voudrais rappeler de façon succincte les attributions du Ministère de la Fonction Publique et ce qu'il faut entendre par Fonction Publique.

En effet, la Fonction Publique désigne l'ensemble des organes, les animateurs en Côte d'Ivoire sont régis par la loi n°92-570 du 11 septembre 1992 portant Statut Général de la Fonction Publique.

Ainsi, le Ministère de la Fonction Publique a pour mission de mettre en œuvre et d'assurer le suivi de la politique du Gouvernement, en termes de recrutement, de gestion et de contrôle des effectifs, de formation et de moralisation de l'Administration Publique.



(P.H.S. : JOSÉPHINE KOUADIO)

Le thème de notre rencontre servira de base pour exposer sur les grands chantiers mis en œuvre par mon département ministériel et leur impact sur l'efficacité de l'Administration et le bien-être des fonctionnaires et agents de l'Etat.

Mesdames et Messieurs,

La redynamisation et la modernisation de l'Administration Publique constituent un axe prioritaire du plan de reconstruction post-crise de notre pays. Le Gouvernement entend, de ce fait, faire de l'Administration Publique, un des piliers de l'émergence de notre pays à l'horizon 2020.

Instruit de cette vision du Président de la République, mise en œuvre par le Gouvernement conduit par le Premier Ministre, qui est de bâtir une Administration Publique moderne et efficace qui intègre, à l'instar du secteur privé, la performance et la culture du résultat, nous avons engagé des réformes visant à mettre en œuvre des politiques publiques efficaces, inclusives et

transparentes. Cet ensemble de mesures a permis à l'Administration d'accroître ses performances, en restant attachée à la moralisation de la Fonction Publique. Ainsi :

Au plan structurel :

Nous avons procédé à la déconcentration des services par la création de 33 Directions Régionales sur toute l'étendue du territoire national, par la construction de nouveaux bâtiments et la réhabilitation de ceux existant, ainsi que leur équipement (en matériels roulants, équipements de bureau et en matériels informatiques) pour un investissement global de trois (3) Milliards de francs CFA.

Cette action qui devrait prendre fin en 2022 a déjà permis

de rapprocher l'Administration Publique des usagers et d'améliorer les conditions de travail des Fonctionnaires et Agents de l'Etat.

Au plan organisationnel :

En vue de passer de la gestion manuelle à la gestion numérique, nous avons mis en place une Direction des Systèmes d'Information pour assurer la digitalisation des procédures de gestion des Ressources Humaines de l'Administration Publique.

La réalisation de ce projet de digitalisation se décline en trois (3) composantes :

- la gestion informatisée de la carrière des fonctionnaires, à partir d'une application dénommée SIGFAE ou Système Intégré de Gestion des Fonctionnaires et Agents de l'Etat ;
- la numérisation des dossiers administratifs des fonctionnaires ;
- l'informatisation du processus d'organisation des concours.

La mise en œuvre de la gestion informatisée de la carrière des fonctionnaires, le SIGFAE a permis d'assainir les fichiers de la Fonction Publique. Grâce à cette application près de 1.200 fonctionnaires fictifs et des personnes ayant irrégulièrement et frauduleusement accédé à la Fonction Publique ont été identifiés et expurgés des fichiers.

Il s'agit de personnes qui se sont présentées comme fonctionnaires mais qui en réalité ne disposent d'aucun acte légal justifiant cette qualité. Suite à des actions judiciaires que ces personnes ont entreprises en vue de leur intégration, nous les avons invités, le 09 janvier 2019, à se présenter à l'antenne de la Fonction Publique, sise à Adjamé, munies des pièces justificatives de leur prétention. A cette occasion, 1181 dossiers ont été réceptionnés.



Les collaborateurs du ministre Issa Coulibaly, en phase avec leur patron. (P.H.S. : JOSÉPHINE KOUADIO)

Nous sommes passés, ainsi, de 6 à 2 mois de délai moyen pour le traitement des dossiers. De 2014 à ce jour, nous avons traité 492.390 actes; soit 164.130 documents par an. Ce qui nous donne une moyenne de 13.678 actes par mois, soit 456 projets d'actes produits par jour. ”

L'examen de ces dossiers a révélé, de façon notoire, que ces personnes ont obtenu les actes produits par des manœuvres frauduleuses et de grossiers montages dans le seul but de tromper la vigilance de l'Administration. En conséquence, lesdits actes ont été rapportés. Les 38 agents du Ministère de la Fonction Publique, complices de cette forfaiture, ont fait l'objet de sanctions disciplinaires et pénales. 36 d'entre eux ont écopé d'une exclusion temporaire (suspension de solde de 3 mois) et 2 sont révoqués. Grâce à cette application qui a nécessité un investissement d'un montant de 3.834.116.371 francs CFA, l'Administration dispose d'un fichier sécurisé de ses ressources humaines. L'évaluation des performances du système, réalisée en 2016, révèle que l'Etat a fait une économie de 40 milliards de francs CFA.

Au 31 août 2019, nous dénombrons 220.774 fonctionnaires dont 146.245 hommes soit 66, 24% et 74.529 femmes soit 33,76%.

De plus, les actes sont traités avec célérité au bénéfice des fonctionnaires.

Nous sommes passés, ainsi, de 6 à 2 mois de délai moyen pour le traitement des dossiers. De 2014 à ce jour, nous avons traité 492.390 actes; soit 164.130 documents par an. Ce qui nous donne une moyenne de 13.678 actes par mois, soit 456 projets d'actes produits par jour.

La deuxième composante de la digitalisation qui est la numérisation des dossiers administratifs des fonctionnaires a permis de constituer la mémoire des ressources humaines civiles de l'Administration Publique.

Grâce à ce projet, 378.000 dossiers sur 428.000 ont été numérisés soit un taux de réalisation de 88,3%, permettant ainsi au fonctionnaire de disposer, en tout temps et en tout lieu, de son dossier administratif.

La troisième composante de la digitalisation est l'informatisation du processus d'organisation des concours. Grâce au numérique, tout le processus des concours (des inscriptions à la proclamation des résultats) a pu être crédibilisé. Cela a permis de réduire considérablement l'intervention humaine et de juguler ainsi les éventuelles velléités de fraude.

A ce sujet, je voudrais indiquer que tous ceux qui seront pris en flagrant délit de fraude dans les concours de la Fonction Publique seront sanctionnés. C'est l'occasion d'insister auprès des candidats pour les compositions qui vont démarquer dans quelques semaines que, le meilleur réseau pour être admis, reste le travail et une bonne préparation. J'invite les parents et les candidats à se détourner de tous les



Le Gal Issa Coulibaly a bénéficié du soutien de son collègue de la Communication et des Médias, Sidi Touré. (PHS : JOSÉPHINE KOUADIO)

vendeurs d'illusion qui ne font que s'enrichir à leur détriment. Il faut noter, en sus, que nous avons mis en place une Direction de la Qualité afin de simplifier et de certifier les procédures administratives. Tous ces mécanismes per-

après des candidats pour les compositions qui vont démarquer dans quelques semaines que, le meilleur réseau pour être admis, reste le travail et une bonne préparation. J'invite les parents et les candidats à se détourner de tous les

compétences, de bonifier leurs performances et, conséquemment, de contribuer à améliorer la qualité du service public.

Mesdames et Messieurs,
Au plan de la réglementation, des dispositions ont été prises

tualiser. Cet instrument juridique de gestion des personnels civils de l'Etat prend ainsi en compte le droit à la formation continue, le droit à la santé et à la sécurité au travail, entre autres. Le nouveau texte fera bientôt l'objet d'un examen en vue de son adoption par le Parlement.

Mesdames et Messieurs,
Au plan social, le Gouvernement, conscient de l'importance des ressources humaines, a consenti, de sa propre initiative et sans aucune pression, d'importants efforts financiers visant à améliorer leur condition de vie. Il s'agit :

- du paiement effectif de la totalité des revalorisations salariales actées de 2006 à 2009;

- du déblocage des avances indiciaires au profit de l'ensemble des fonctionnaires en 2014 et 2015 ; soit un effort financier exceptionnel annuel de 126,5 milliards de francs CFA ;

- de la revalorisation significative des grilles salariales pour les membres du corps diplomatique, en janvier 2013 et pour ceux du corps préfectoral, en octobre 2018;

- de la revalorisation de 150 ou 100 points d'indice au profit des fonctionnaires de certains emplois techniques et scientifiques, pour un montant annuel de 3,4 milliards de francs CFA ;

- de la reprise des avances automatiques de chaque fonctionnaire, tous les deux (02) ans, pour un coût annuel moyen de 12,4 milliards de francs CFA ;

- de la promotion, depuis 2014, des fonctionnaires des grades A4, A5 et A6 aux grades supérieurs, pour un coût annuel moyen de 6,9 milliards de francs CFA ;

- de l'intégration à la Fonction Publique des personnes en situation de handicap ;

A ces points, s'ajoutent les engagements pris par le Gouvernement à l'issue de la signature des protocoles d'accords, le 17 août 2017. A savoir :

- le paiement du stock des ar-

- le paiement du stock des arriérés de salaire pour un coût de 249 milliards francs CFA; (72.639.852.551 francs CFA ont été déjà décaissés par l'Etat de 2018 à fin août 2019, au bénéfice de 193.120 agents).

- la revalorisation indiciaire pour les emplois ne bénéficiant pas d'une grille particulière, de 150 points pour les catégories A et B et de 100 points d'indices pour les catégories C et D pour un montant de 21 milliards de F CFA ;
- l'institution d'un régime indemnitaire particulier au profit des personnels pénitentiaires;

- la revalorisation de l'indemnité contributive au logement des personnels paramilitaires;

- l'octroi aux pompiers civils d'une indemnité contributive au logement;

“ Au total, de 2013 à ce jour, c'est environ 1.500 milliards de francs Cfa qui ont été consentis par le Gouvernement pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des fonctionnaires. ”

mettent d'améliorer et de faire le suivi d'une bonne gestion administrative pour le bonheur des usagers de la Fonction Publique.

Mesdames et Messieurs,
Au plan professionnel, le Gouvernement a permis le recrutement, par voie de concours, de 82.697 nouveaux fonctionnaires, depuis l'accession au pouvoir du Président de la République, S.E.M Alassane OUATTARA en 2011.

Il a permis également, par glissements catégoriels, l'accès des fonctionnaires à des grades supérieurs. Ainsi, 49.058 fonctionnaires ont été promus.

A ce sujet, je voudrais indiquer que tous ceux qui seront pris en flagrant délit de fraude dans les concours de la Fonction Publique seront sanctionnés. C'est l'occasion d'insister

vendeurs d'illusion qui ne font que s'enrichir à leur détriment. Des programmes de formation et de renforcement de capacités financés par le Gouvernement à hauteur de 3.700.000.000 Francs CFA sont exécutés au profit des fonctionnaires.

Le Gouvernement a même autorisé, pour la période 2017-2019, le déploiement d'un vaste programme de formation en management des administrations publiques pour les cadres de l'administration publique ivoirienne.

Globalement, 34.779 fonctionnaires ont bénéficié d'une formation et d'un renforcement de capacités par les structures de formation nationales (FENA, le CED-CI, ...) et internationales (HEC-Paris...).

Ces programmes ont permis aux fonctionnaires bénéficiaires de développer leurs

ou sont en cours de l'être, pour améliorer qualitativement l'environnement de travail des fonctionnaires. Il s'agit entre autres:

- du renforcement des pouvoirs disciplinaires des Ministres Techniques chargés des corps paramilitaires (Eaux et Forêts, Douanes, Services Pénitentiaires, Affaires Maritimes et Portuaires). Cf. ordonnance n° 2018-517 du 30 mai 2018 ;

- de la mise en place d'un nouveau mécanisme exceptionnel (Cf. ordonnance n°2017-821 du 14 décembre 2017) pour le recrutement, par voie contractuelle, des médecins militaires à la retraite. Cela permet d'accroître les capacités d'intervention des personnels soignants dans nos hôpitaux ;

- du projet de révision de la loi portant statut général de la Fonction Publique pour l'ac-

- le précompte des cotisations syndicales à la source au profit des syndicats;

- l'intégration à la Fonction Publique de 1.800 agents journaliers.

Tous ces points ont été satisfaits par le Gouvernement. Au total, de 2013 à ce jour, c'est environ 1.500 milliards de francs CFA qui ont été consentis par le Gouvernement pour l'amélioration des conditions de vie et de travail des fonctionnaires.

Mesdames et Messieurs,

Au regard de ce qui précède, le Gouvernement s'est employé à respecter les droits des fonctionnaires, à travers la valorisation salariale, le renforcement des libertés syndicales, du droit de grève, du droit à la sécurité, aux congés et absences temporaires, etc. Cependant, à ces droits sont inévitablement associées des obligations, notamment :

- de respect des horaires de travail ;
- de présence au poste ;
- de respect de la hiérarchie ;
- de rigueur et de professionnalisme ;
- de probité ;
- de respect de la réglementation en matière de grève ;
- de réserve ;
- de discrétion ;
- de discipline.

On observe à ce jour que, de façon récurrente, ces obligations sont transgressées. Cela a conduit à la traduction de 2.768 agents devant le Conseil de Discipline. Après audition, 801 fonctionnaires sont sous le coup de sanctions disciplinaires allant de l'exclusion temporaire à la révocation.

Pour corriger cette situation, nous avons initié d'importantes actions visant à promouvoir les valeurs éthiques et déontologiques.

A titre d'exemple, l'organisation d'une campagne de mo-



Le ministre Sidi Touré à juste accompagné son collègue dans la salle de conférences. (PHS : JOSEPHINE KOUADIO)

“ On observe à ce jour que, de façon récurrente, ces obligations sont transgressées. Cela a conduit à la traduction de 2.768 agents devant le Conseil de discipline. Après audition, 801 fonctionnaires sont sous le coup de sanctions disciplinaires allant de l'exclusion temporaire à la révocation. ”

ralisation de l'Administration Publique à travers des sessions de formation organisées au profit des membres du corps préfectoral de la Région des Grands Ponts et du Département d'Abidjan, des Directeurs des Ressources Humaines de l'Administration

Publique et des Directeurs Régionaux du Ministère de la Fonction Publique. Ils ont bénéficié d'un renforcement de capacités sur les droits et obligations du fonctionnaire et sur la promotion des règles et valeurs de la Fonction Publique.

Mesdames et Messieurs,

A côté de la répression et de la sanction, l'Administration sait reconnaître le mérite et le travail bien fait.

C'est pourquoi l'Ordre du Mérite de la Fonction Publique a

vu ses dispositions législatives et réglementaires renforcées en vue de récompenser tous les fonctionnaires et agents de l'Etat qui se distinguent par leur exemplarité et leur abnégation au travail.

Il a été également institué, depuis 2013, des prix nationaux d'excellence du meilleur fonctionnaire et de la meilleure Administration pour encourager les bonnes pratiques dans l'Administration Publique.

Ainsi, de 2012 à 2017, 2.190 agents ont été décorés dans l'Ordre du Mérite de la Fonction Publique. D'autres mesures visant à renforcer la célébration du mérite sont en cours d'étude.

Mesdames et Messieurs, De même, en vue de renforcer la performance de l'Administration, d'autres réformes sont en cours. Il s'agit notamment :

- du pointage biométrique pour améliorer le contrôle des effectifs et de présence dans les Services.
- de l'élaboration du Référentiel des Emplois et des Compétences (REC).
- de l'adoption du projet de loi portant statut général de la Fonction Publique.
- de la finalisation de la réforme de l'ENA avec la révision des curricula de formation.
- de la pérennisation du SIGFAE.
- de la poursuite du processus de digitalisation et de dématérialisation des procédures administratives.
- de la systématisation de la

démarche qualité au sein de l'Administration.

Mesdames et Messieurs,

L'Administration Publique doit constamment s'inventer, se réorienter et donner des gages d'assurance. Cela passe par des réformes courageuses. Au terme de notre rencontre de ce jour, il convient d'indiquer que l'Administration Publique ivoirienne efficace et performante se met en place progressivement grâce aux résultats des réformes engagées.

Toutefois, cet objectif ne peut être réalisé sans un capital humain de qualité, motivé et professionnel.

Je suis conscient que pour relever tant de défis et réussir nos missions, il y a une condition indispensable : amener les agents à donner le meilleur d'eux-mêmes à travers la promotion du travail et l'offre d'un service public de qualité. La marche de notre pays vers l'émergence est un processus participatif qui engage toutes les forces vives de la Nation, et plus encore, les fonctionnaires et agents de l'Etat qui en sont des acteurs de premier plan. J'invite les fonctionnaires et agents de l'Etat à travailler à l'avènement de cette Fonction Publique qui prenne sa part dans la construction de la Côte d'Ivoire émergente que le Chef de l'Etat, Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, appelle de tous ses vœux ■



L'exposé du ministre suivi avec une attention particulière.

DEMAIN LA SUITE
DES ÉCHANGES

Projet immobilier des enseignants

La mutuelle de l'Éducation nationale rassure

Le Pca de la Mutuelle des personnels du ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique de Côte d'Ivoire (Mupemenet-CI) a tenu une conférence de presse, hier, au Plateau.

Le projet immobilier promis par la Mutuelle des personnels du ministère de l'Éducation nationale et de l'Enseignement technique de Côte d'Ivoire (Mupemenet-CI) à ses adhérents verra bientôt le jour. La promesse a été faite, hier, par le Président du conseil d'administration de la mutuelle, Boko Brou Sylvestre Michael, au cours d'une conférence de presse tenue au siège de la structure, à l'immeuble le Mali, au Plateau.

Selon lui, les dossiers des premiers opérateurs immobiliers intéressés par ce projet ont déjà été réceptionnés par son bureau. « Dans les prochains jours, nous allons transmettre tous les dossiers à madame le ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle qui, à son tour, va les remettre à son collègue en charge de la construction », a-t-il indiqué. Avant d'ajouter : « Pour éviter de tomber dans les arnaques, une garantie étatique est indispensable, à travers le ministère de tutelle. En effet, aucun partenaire immobilier sérieux ne saurait s'engager dans un projet d'une si grande envergure sans accompagnement des structures étatiques telles que le ministère de la Construction. Mon équipe et moi, travaillons de sorte à rassurer



Pour Boko Michaël, la Mupemenet-CI est la seule mutuelle au ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle. (PHOTOS : DR).

les autorités, afin qu'elles nous apportent l'appui nécessaire au succès du projet immobilier de la Mupemenet-CI ». Le conférencier a aussi rappelé qu'à plusieurs reprises, des projets immobiliers ont été initiés en faveur des enseignants. Malheureusement, dira-t-il, tous se sont soldés par des échecs, avec leurs corollaires de déboires pour les

enseignants et leurs familles. Pour diverses raisons. « Mais, nous, nous allons réussir ce projet cher aux adhérents de la Mupemenet-CI », a-t-il promis. En outre, la crise qui a secoué récemment la mutuelle était également à l'ordre du jour de cette conférence de presse.

Selon le Pca de la Mupemenet-CI, ses détracteurs n'ont

pas encore baissé les bras. « Je mets en garde les mutualistes contre les événements amaheurs qui sillonnaient des écoles. Nous savons qu'une campagne d'intoxication et de diffamation est en cours contre la Mupemenet-CI. Elle est l'œuvre de personnes frustrées et désespérées qui recherchent un ancrage pour assouvir leur appétit financier. Je demande aux enseignants et aux mutualistes d'être vigilants et de se tenir éloignés de ces personnes-là », a-t-il affirmé. Il a aussi annoncé qu'une tournée d'information et d'explication sera initiée à cet effet, à compter du jeudi 26 septembre, dans les 36 directions du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle. « Je voudrais rassurer les mutualistes qu'au ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la formation professionnelle, il n'y a qu'une seule mutuelle. En

l'occurrence la Mupemenet-CI. Je puis vous dire sans fioriture qu'à ce jour, la mutuelle ne s'est jamais portée aussi mieux. Même le volet assurance santé qui a motivé la création de la mutuelle est de l'avis de tous, un franc succès », a-t-il poursuivi.

CASIMIR DJEZOU

Santé

Une forme de paludisme fait 11 décès à Séguéla

Dans un communiqué dont copie nous est parvenue, hier, le ministère de la Santé et de l'hygiène publique annonce le décès de 11 enfants âgés de moins de cinq. Les faits se sont produits dans le village de Nandalla dans le département de Séguéla. Suite à l'alerte, donnée par le sous-préfet de Dualla aux autorités sanitaires du département de Séguéla, une équipe d'investigation du ministère de la Santé et de l'hygiène publique, conduite par le chef de service de l'action sanitaire de la direction départementale de Séguéla a été dépêchée sur les lieux pour comprendre les raisons réelles de ces décès. Les premières constatations font état de ce que 95 enfants, âgés de moins de 5 ans et malades ont été enregistrés dans la même période. 11 ont perdu la vie sur une période d'un mois. La particularité des signes de la maladie qu'ils présentaient étaient dominés par la fièvre, les vomissements et la diarrhée. Mieux, tous ont été testés positifs au paludisme, mais d'autres examens plus approfondis comme des prélèvements sanguins sont en cours. « A ce

stade, le diagnostic retenu est le paludisme grave », précise le communiqué. Face à l'urgence, le ministère de la Santé et de l'hygiène publique a pris des mesures conservatoires pour limiter les dégâts. Tous les malades sont systématiquement pris en charge gratuitement. Une équipe conjointe (Institut national de l'hygiène publique, le Programme national de lutte contre le paludisme et le Programme national de nutrition) se rend sur les lieux en vue de renforcer les mesures déjà prises. En attendant, le ministère de la Santé et de l'hygiène publique invite les populations à dormir sous des moustiquaires imprégnées, à utiliser des insecticides et à consulter le centre de santé le plus proche dès l'apparition des premiers signes. Le ministre de la Santé et de l'hygiène publique, le docteur Aka Aoué, appelle les populations au calme et les invite à éviter l'automédication. Récemment trois décès et plusieurs malades ont été enregistrés à Yérétiélé dans le département de Dianra. Ces personnes présentaient des carences en vitamine B1.

MARC YEVOU

Nettoyage de la planète La journée mondiale célébrée à Treichville

La journée mondiale du nettoyage de la planète ou "The world Clean up Day" a été célébrée le samedi 21 septembre à Treichville, à l'initiative de la Mairie de Treichville et de l'Ong Let's do It (Côte d'Ivoire), en collaboration avec plusieurs groupes et associations. À cette occasion, une campagne de sensibilisation et de nettoyages des artères de la commune a été menée par les organisateurs. « Nous célébrons la journée mondiale du nettoyage. Notre très chère commune qui porte tous ces projets viables notamment de salubrité, et de bien-être de sa population, ne pouvait rester insensible à cette importante journée. Raison pour laquelle la commune est en effervescence. L'an dernier à cette même occasion, nous y étions et cette année aussi. Merci aux populations et associations qui se mobilisent pour assainir notre cité » a encouragé Boto M'Bouké, 3ème Adjoint au Maire en charge de l'assainissement, de la salubrité et de l'environnement.

« Chaque année 157 pays dans le monde, se mobilisent à l'occasion de la "world Clean up Day". Je remercie la municipalité de Treichville pour son appui matériel et financier. Ma profonde gratitude va principalement à l'endroit du Ministre François A. Amichia, pour les efforts consentis pour le rayonnement de la commune. Un cadre de vie propre, confère une bonne santé. Je leur demande de continuer dans ce sens afin que cette activité se perpétue à Treichville », a expliqué Keudieu Jean-Marie, coordinateur national de l'Ong Let's do It (Côte d'Ivoire). Pour lui, cette action vise à sensibiliser les populations pour un environnement plus sain. La journée mondiale du nettoyage de la planète ou "The world Clean up Day" est généralement célébrée chaque 3ème samedi du mois de septembre. Il a pour objectif de débarrasser la planète de tout ce qui est déchet, pour un cadre de vie propre.

ISABELLE SOMIAN
INFOS: SERCOM

Journée internationale de la traduction et de l'interprétation L'avenir du métier au cœur de la célébration

Traducteurs et interprètes : en avons-nous besoin aujourd'hui ? C'est le thème de la 2^e édition de la Journée internationale de la traduction et de l'interprétation de Côte d'Ivoire (Jiti-CI) qu'organisent, le vendredi 27 septembre, les professionnels du secteur à la Maison de l'entreprise au Plateau. La manifestation, qui s'inscrit dans le cadre de la Journée mondiale de la traduction (Jmt), célébrée le 30 septembre de chaque année, va s'articuler autour d'un panel, d'une formation et de remise de prix à des acteurs et partenaires de

la traduction et de l'interprétation. Pour le commissaire général de la Jiti-CI, Sébastien Hervé Guéhi, il s'agit pour les promoteurs de l'événement de faire découvrir le métier de traducteur-interprète au grand public et de réfléchir sur l'avenir de la profession dans cette ère de digitalisation tous azimuts. « Facebook réalise quotidiennement 4 milliards de traductions qui s'affichent automatiquement sur la "timeline" en lieu et place des messages reçus en langue étrangère. Google, Microsoft, Amazon, Baidu, Sysran, etc., ont adopté la

même technique (...). D'autre part, un ensemble d'outils de traduction vocale dont Vasco Premium, TranSay AI Two Way, Travis Touch, etc., ont fini par mettre au chômage les jeunes interprètes de liaison et les guides bilingues en Asie. Ces derniers sont à l'assaut de l'Europe. L'Afrique n'est pas loin de subir les mêmes conséquences », a fait savoir Sébastien Guéhi. Avant d'ajouter que la Jiti-CI est un cadre de reconnaissance et de célébration du métier de traducteur et d'interprète.

GERMAIN GABO



Sébastien Guéhi, commissaire général de la Jiti-CI.

Ange Léonid Barry-Battesti, secrétaire général du Fdfp « En cinq mois, le Fdfp a hissé les voiles »

Croulant sous d'énormes difficultés, le Fonds de développement, de la formation professionnelle (Fdfp) a changé de gouvernance avec le ministre Joël N'Guessan, président du comité de gestion. Le secrétaire général fait le bilan à mi-parcours.

Vous avez été nommé, le 3 avril 2019, secrétaire général du Fonds de développement de la formation professionnelle. Cinq mois après, quel bilan à mi-parcours pouvez-vous faire ?

À ce jour, les indicateurs de performance du Fdfp sont tous passés au vert. Seulement 100 jours après notre prise de fonction au Secrétariat général, le Fdfp s'est remis de son agonie et amorce désormais une reprise assurée de l'ensemble de ses activités.

Pour information, notre nomination en tant que Secrétaire général du Fdfp a eu lieu dans un contexte où l'institution se trouvait dans un ralentissement général. Les instances de décision se réunissaient très peu. Les prestations aux usagers étaient effectuées au compte-gouttes et parfois même inexistantes. Je pense particulièrement aux habilitations d'opérateurs de formation, aux agréments des plans de formation, aux projets et études. Les paiements aux usagers, les financements des actions de formation, mission première du Fdfp, ne se réalisaient presque plus. Les premières du Fdfp, ne se réalisaient presque plus. Les équipes étaient en sous-effectif, les moyens de travail quasi inexistantes et les équipements obsolètes. Les antennes régionales étaient à l'agonie. Il était donc impératif pour la nouvelle équipe dirigeante de prendre les dispositions idoines pour la relance des activités de

nelle dans le but de mettre en œuvre un plan d'urgence pour la relance des activités du Fdfp. Grâce aux réformes et chantiers que nous avons engagés, nous dépasserons certainement les objectifs opérationnels qui ont été fixés pour l'exercice 2019.

Toujours avec l'action et l'appui des membres du Comité de gestion, nous nous employons à assurer une gestion efficiente du Fdfp et à redorer l'image du Fonds au plan national et international. Nous avons réussi à mettre l'institution au travail dans toutes ses composantes et remobilisé l'ensemble de ses compétences et moyens.

Aujourd'hui, ce sont nos clients et partenaires qui profitent, à nouveau, d'un service de qualité.

En termes quantitatifs, sur la période d'avril à juillet 2019, le Fdfp a agréé 7 331 plans de formation pour un montant de 15 milliards de F Cfa, 55 projets de formation et 2 études pour un financement de 4,5 milliards de FCfa.

Nous avons, par ailleurs, relancé les activités d'habilitation d'opérateurs de formation, suspendues depuis deux ans. Nous avons renouvelé les habilitations de 641 cabinets de formation et octroyé 164 nouvelles.

En définitive, après cinq mois d'activité au secrétariat général, nous pouvons constater que le Fdfp a hissé les voiles ; et le vent lui est à nouveau favorable.



sommes rassurés et confiants quant à la capacité de la nouvelle équipe dirigeante à repositionner le Fdfp sur le plan national et international. Pour atteindre cet objectif, une stratégie est définie, des

cités logistiques et opérationnelles. Les plans de réhabilitation de son siège, de la Maison de l'Apprenti de Grand-Bassam et de ses antennes régionales seront mis en œuvre. Les entités en sous-effectif seront pourvues en ressources humaines compétentes. Nous accordons une attention particulière à l'offre de service à l'intérieur du pays qui sera renforcée notamment par la réouverture de l'Antenne régionale de Man.

Vis-à-vis de ses partenaires, plusieurs prestations seront livrées avec diligence notamment des agréments des plans de formation et des projets, la

finalisation du service de digitalisation des plans.

Au-delà, le Fdfp insiste toujours sur la nécessité de consolider la place centrale des partenaires sociaux dans un dispositif qui donne un égal accès à la formation professionnelle pour tous, dans le monde du travail, et partant, dans notre société.

On ne le rappellera jamais assez, la Formation Professionnelle et l'Apprentissage sont des facteurs de progrès social, de développement technique et de croissance économique. Aujourd'hui, plus que jamais, le Fdfp joue sa partition dans le plan national de développement de la Côte d'Ivoire.

Pour le commun des Ivoiriens, le Fdfp ramène essentiellement au financement de la formation professionnelle...

Le Fdfp a été créé en 1991 par la Loi N° 91-997 du 27 décembre 1991. Il gère la Taxe d'apprentissage et la Taxe additionnelle à la Formation Professionnelle Continue, qui représentent respectivement 0,4% et 1,2% de la masse salariale des entreprises privées de Côte d'Ivoire et toute autre ressource dédiée à la formation professionnelle mise à sa disposition. Grâce à son organisation et à ses partenaires techniques, le Fdfp donne des réponses aux préoccupations d'évolution professionnelle du salarié. Les formations que nous finançons facilitent l'accès à la promotion, à la reconversion, à l'intégration et bien entendu au renforcement des compétences du salarié. Pour mémoire, en 1991, le Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara alors Premier ministre, donnait mandat au Fdfp pour le financement de la for-

mation continue des salariés d'entreprise mais également pour le financement de projets de formation destinés à la population active en général. Depuis, le Fdfp finance toutes actions de formation visant à assurer une meilleure adéquation emploi-formation en Côte d'Ivoire. À ce jour, le Fdfp finance la formation professionnelle des salariés issus de plus de 12.000 entreprises et collabore avec 778 organismes de formation publics ou privés. Le Fdfp a son siège à Abidjan Treichville Boulevard Valéry Giscard d'Estaing et est présent sur l'ensemble du territoire national à travers cinq (5) antennes régionales à Korhogo, Bouaké, Abengourou, Daloa et San Pedro. Nous préparons la réouverture imminente de l'antenne de Man toujours dans le souci de nous positionner comme acteur majeur des politiques de développement local. Le Fdfp dispose également d'un centre d'excellence, pour l'expérimentation de projets innovants, qui s'étend sur une superficie de 3 hectares, dénommé la Maison de l'Apprenti, situé à Grand Bassam, dénommé la Maison de l'Apprenti, situé à Grand Bassam. Le Fdfp, en tant qu'institution, a deux organes d'administration ou de gestion. D'un côté, vous avez le Comité de gestion, composé de représentants des Pouvoirs publics, des employeurs et des travailleurs. Ce Comité constitue l'organe de décision et est présidé par le ministre Joël N'Guessan. De l'autre côté, vous avez le Secrétariat général qui, lui, met en œuvre la politique de gestion du Fdfp grâce à une équipe de 141 collaborateurs, qui s'emploie, au quotidien, à satisfaire les besoins des clients et partenaires du Fonds ■

INTERVIEW RÉALISÉE PAR MARC YEVOU

« À ce jour, le Fdfp finance la formation professionnelle des salariés issus de plus de 12000 entreprises et collabore avec 778 organismes de formation publics ou privés. »

l'institution et pour son repositionnement dans le champ de la relation formation-emploi national.

Qu'avez-vous fait, concrètement ?

Entre autres initiatives, nous avons installé des comités techniques ad hoc et redynamisé toutes les instances de décision et entités opérationnelles. Le Comité de gestion a parcouru toutes les antennes du Fdfp pour faire une analyse situation-

Quelles sont les perspectives ?

Sénèque affirmait qu'il n'y a pas de vent favorable pour celui qui ne sait pas où il va. Le vent est redevenu favorable pour le Fdfp à la suite des nominations opérées au sommet de l'institution, depuis le mois de janvier 2019, par le Chef de l'État, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara.

Sur la base des résultats fort encourageants enregistrés depuis le mois d'avril 2019, nous

moyens sont dégagés avec l'adhésion totale de tous nos partenaires.

Plusieurs chantiers sont en cours et de nombreux défis sont à relever. Nous devons redonner au Fdfp de la visibilité au plan national et international, déployer tout le potentiel opérationnel de l'institution et surtout, offrir à nos clients et partenaires un service innovant et de qualité.

Nous envisageons à court terme, de renforcer ses capa-

<p>Ambassade du Canada, Abidjan Recrutement d'un(e) employé(e) local(e)</p>	
<p>Processus de nomination : ABDJN - 3586</p>	<p>d'Abidjan)</p>
<p>Niveau et titre de la position : ERP-09 Agent(e) de développement</p>	<p>Comment postuler se référer à l'Énoncé des critères de mérite qui se trouve sur le site Internet de l'Ambassade à :</p>
<p>Type de contrat : contrat à durée indéterminée, temps plein à 37,5 heures par semaine</p>	<p>https://www.canadainternational.gc.ca/cotedivoire/offices-bureaux/JobOps-OffreEmploi.aspx?lang=fra</p>
<p>Admissibilité : ouvert aux résidents de la Côte d'Ivoire qui sont légalement autorisés à travailler</p>	<p>**The information is also available in English on our website.</p>
<p>Salaires annuel de départ : 27 406 732 FCFA par an en plus des avantages sociaux</p>	
<p>Date de clôture : le 6 octobre 2019 à 22 h 59 (heure</p>	

Renforcement des capacités

La Banque mondiale s'engage à former des cadres du secteur public

Le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly a présidé, hier, à son cabinet au Plateau, la cérémonie de signature de la convention.

Bonne nouvelle ! La Côte d'Ivoire est le premier pays africain bénéficiaire du Programme de renforcement des capacités des cadres du secteur public (Disp) de la Banque mondiale. Un programme phare de ladite institution mis en place en 1997. Une convention a été signée dans ce sens, hier, entre le

Groupe de la Banque mondiale et l'État de Côte d'Ivoire, à la Primateure. Ce, dans le cadre de la visite de travail du vice-président de la Banque mondiale en charge des ressources humaines, Ousmane Diagana, du 20 au 24 septembre. Le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, le ministre auprès du Premier ministre,

chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, Moussa Sanogo et Ousmane Diagana ont apposé leurs signatures sur cette convention sous le regard bienveillant du Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly. Un programme qui s'inscrit dans la vision du gouvernement. Financé à hauteur de 2 millions de dollars Us, soit plus d'1 mil-



La signature de la convention en présence du Premier ministre. (PH : JOSÉPHINE KOUADIO)



AVIS DE RECRUTEMENT

Numero de RFQ:	11/2019
Issuance Date:	23 Septembre 2019
Date Limite pour les Questions:	27 Septembre 2019
Date limite d'inscription et protocole	30 Septembre 2019
Description:	Services de traduction et d'interprétation en français et en anglais
Pour:	Projet d'Activité pour Maximiser des Opportunités dans le Cacao (MOCA)
Financé par:	USDA
Mise en oeuvre par:	CNFA
Point de Contact	Ms. Rose Kouassi, Operations Manager Tel : 22 412315 Email : info@cnfacotedivoire.org

INTRODUCTION

CNFA est une ONG américaine à but non lucratif dont l'objectif est le développement agricole et économique à travers six spécialités : (1) Productivité, Sécurité Alimentaire et Nutrition; (2) Provision d'Intrants et de Services Agricoles; (3) Résilience et Reprise Economique; (4) Développement de Filières (Chaînes de Valeur); (5) Assistance Technique Bénévole; et (6) Services Financiers. CNFA soutient les petits producteurs à améliorer leur sécurité alimentaire à travers de nouvelles pratiques agricoles, l'introduction de nouvelles variétés, la diversification de la production, le stockage, le développement d'organisations paysannes et d'élevage, et les liens au marché.

CNFA a reçu un financement de l'USDA pour l'Activité de Maximiser les Opportunités pour le Cacao (MOCA) en Côte d'Ivoire. MOCA va mettre en œuvre, durant les prochaines trois années, des activités qui renforceront la production, la post-récolte et les compétences commerciales de 5 625 producteurs de cacao grâce à l'introduction de matériels génétiques à haut rendement, une fonctionnalité accrue des groupes commerciaux, un poste élargi des installations de récolte et des pratiques commerciales améliorées.

Dans le cadre des activités du projet, le projet MOCA nécessite le recours à :

un traducteur / interprète pour interpréter et / ou traduire des documents en français, en anglais de l'équipe de MOCA à Abidjan, Daloa Soubre et Abengourou, et dans les environs.

Le but de cette demande est de solliciter des devis pour ces différents services.

Les soumissionnaires sont tenus de s'assurer que leurs offres sont reçues par CNFA conformément aux instructions, aux conditions et aux termes décrits dans le présent appel d'offres. Le non-respect des instructions décrites dans la présente demande d'offre peut entraîner la disqualification d'une offre

2.Date limite d'inscription et protocole : Les offres doivent être reçues au plus tard 30 septembre 2019 à 17h00 (GMT). Les offres doivent être envoyées par courrier électronique ou par courrier au bureau de MOCA/CNFA. Toute offre par courrier électronique doit être adressée à info@cnfacotedivoire.org. Tout dépôt physique de l'offre doit être estampillé et signé par le représentant autorisé de l'offre et déposé au bureau de CNFA-CI à Abidjan ; sis aux II-Plateaux, Vallons, Rue Boga Doudou, Immeuble LG, 2^{ème} étage.

Prière, nous envoyer un mail pour le cahier de charges.

liard de FCfa, ce programme vise à contribuer au renforcement des capacités et permet d'avoir un pool de personnel de qualité, de jeunes professionnels ou des cadres confirmés qui pourraient potentiellement être retenus par les unités de recrutements de la Banque au terme de leur mission. « Cette initiative est en cohérence avec la politique du gouvernement en matière de renforcement des capacités des cadres de l'administration ivoirienne et s'inscrit totalement dans l'objectif de l'émergence de notre pays qui ne sera possible qu'avec des ressources humaines de qualité. Le taux de présence des Africains est de 12,5%. Ce pro-

gramme est important à double titre puisqu'il leur permet, à l'issue des deux années, d'intégrer la Banque et de servir, in fine, leurs pays respectifs avec les expériences acquises », a expliqué le chef du gouvernement. Soulignant que ce processus cadre avec la vision de l'excellence prônée par le Président de la République. Tout en remerciant la Banque mondiale pour son appui constant à la Côte d'Ivoire, Gon Coulibaly a saisi l'occasion pour inviter les pays africains à accroître leur présence au sein de cette institution. Pour Adama Coulibaly, ministre de l'Économie et des Finances, cette stratégie a pour avantage

d'assurer une immersion complète des concernés, dans la culture de travail de la Banque afin d'améliorer leur compétitivité lors des tests de recrutements. Ousmane Diagana a, pour sa part, félicité les autorités ivoiriennes non seulement pour leur adhésion au programme, mais aussi pour la qualité de ce partenariat fondé sur une confiance réciproque. Il a rassuré le Premier ministre quant au processus de sélection qui sera fondé sur la transparence, la compétence et l'exigence

ÉMELINE AMANGOUA

Industries pharmaceutiques

Les professionnels s'unissent pour relever les défis du moment

L'Association des industriels pharmaceutiques en Afrique francophone subsaharienne (Lipa), créée en janvier 2018, a fait sa sortie officielle le 19 septembre à l'Hôtel Tiama, à Abidjan. Selon

son président, Frédéric Lieutaud, la Lipa s'est donnée pour missions de représenter et défendre l'industrie du médicament, d'être un partenaire privilégié des autorités de santé, d'être un acteur majeur dans la

lutte contre la contrefaçon et les médicaments de rue et de promouvoir et défendre l'éthique. L'adhésion à la Lipa, qui regroupe à ce jour neuf compagnies de droit privé exerçant dans l'industrie pharmaceutique en Afrique francophone subsaharienne, est ouverte à toutes les sociétés pharmaceutiques. Les pétitionnaires devront, cependant, s'engager sur une charte éthique basée sur le code de bonnes pratiques de l'international federation of pharmaceutical manufacturers & associations (Ifpma)

D. YA

HBS INTERIM/TRAVAIL TEMPORAIRE

RECRUTEMENT FORMATION INTERIM CONSEIL RH

Recrutement et Gestion en Intérim ou Travail Temporaire

Ingénieries, Cadres, Techniciens, Comptables, Commerciaux, Secrétaires, Employés, Stagiaires...

interim@hbsgroupci.com www.hbsgroupci.net

HBS GROUP-CI Tél : 22 41 21 77 / 08 90 56 56

Port autonome de San Pedro Le directeur général sur les chantiers de la modernisation

Grâce aux importants investissements au cours de ces dernières années, le Pasp s'est engagé à atteindre un objectif annuel de 3, 03 millions de tonnes de marchandises import et export au cours de l'exercice 2018

Hilaire Lamizana, le directeur général du Port autonome de San Pedro (Pasp), a effectué le 6 septembre une visite des grands chantiers de la structure qu'il dirige depuis 2011. Lors de ce déplacement, selon un communiqué des services du Pasp, le directeur général a pu visiter plusieurs plateformes dédiées à la construction de magasins et d'aires de stockage (d'empotage). Ce projet devrait permettre d'apporter une solution au problème de stockage et d'entreposage relevés régulièrement par les opérateurs portuaires. Le patron du Pasp a également effectué le déplacement sur le chantier de construction d'une chambre froide pour l'exploitation des produits de mer, la construction de l'arrondissement maritime et portuaire de San Pedro pilotée par le ministre des Transports, ainsi que la construction d'un centre emplitisseur de la société Gaz Ivoro.



Hilaire Lamizana, le directeur général du Port autonome de San Pedro (2^e à droite), lors de ce déplacement s'est entretenu avec plusieurs responsables de chantiers. (PH. DCF)

l'aménagement d'une zone économique de 150 hectares viabilisée dans le domaine portuaire comprenant la purge des terres de mauvaise tenue, la réalisation de remblai hydraulique, la mise en œuvre des Voies et réseaux divers (Vrd) et le bitumage d'une voie de 4 km reliant le terminal à conteneurs à la zone viabilisée. Grâce aux importants investissements au cours de ces dernières années, le Pasp s'est engagé à atteindre un objectif annuel de 3, 03 millions de tonnes de marchandises import et export au cours de l'exercice 2018. Comparativement aux niveaux de 2010, les performances enregistrées à fin 2018 présentent un trafic global de marchandises et un débit total de containers quadruplés ; des navires de plus grande capacité (le plus long à ce jour, de 275 mètres Msc Schaula) accueillis ; un chiffre d'affaires doublé ; un niveau d'investissement amélioré, et un résultat net multiplié par sept. « L'installation d'un second opérateur de ciment, l'exécution des grands travaux d'infrastructures et de structures dans la région et l'arrière-pays de San Pedro ont permis de quadrupler le trafic des grands travaux d'infrastructures et de structures dans la région et l'arrière-pays de San Pedro ont permis de quadrupler le trafic des produits cimentiers en 2018, comparativement à leur niveau de 2010 », souligne les services du Pasp.

L'autorité portuaire a, par ailleurs, visité l'espace dédié au terminal industriel polyvalent et la « base vie » du personnel encadrant l'autorité portuaire a, par ailleurs, visité l'espace dédié au terminal industriel polyvalent et la « base vie » du personnel encadrant dudit terminal à la charge de la société Alcons.

« Les jalons de la modernisation du Port de San Pedro sont en train d'être plantés ; et ce, avant leur officialisation qui sera marquée par une cérémonie de pose de la première pierre annoncée par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, lors de sa dernière visite dans la seconde ville portuaire », rappelle le communiqué. « Le port de San Pedro est en chantier avant l'heure », s'est félicité le directeur général. Le Pasp, premier port cacaoyer au monde (plus d'un million de tonnes à l'export), dans le cadre de son développement, s'est doté d'un schéma directeur. Qui prend également en compte

Au niveau financier, le Pasp s'est engagé, en 2018, à atteindre l'équilibre financier par la création de valeur au travers de l'optimisation de l'exploitation - avec la possibilité de traiter seulement cinq navires en opérations simultanées, du développement des flux et du renforcement du management. Au terme de l'exercice 2018, le Pasp a réalisé un résultat d'exploitation de 45 millions FCfa contre un résultat déficitaire de 379 millions FCfa en 2017, soit une amélioration de 112%.

ANOH KOUAO

3^e Congrès extraordinaire de l'Upu

3^e Congrès extraordinaire de l'Upu La Côte d'Ivoire assure la vice-présidence

La Côte d'Ivoire a repris la place qui lui sied au sein de la communauté postale mondiale, après des années de difficulté. En effet, le pays a été désigné pour assurer la vice-présidence du 3^e congrès ordinaire de l'Union postale universelle (Upu) qui s'ouvre aujourd'hui, pour se refermer le 26 septembre à Genève, en Suisse. Loin d'être anodin, cette confiance de la communauté postale universelle est la reconnaissance des progrès réalisés par la Poste de Côte d'Ivoire ces dernières années. Retenu à Abidjan en raison d'un agenda chargé, le ministre de l'Économie numérique et de la Poste, Mamadou Sanogo, a tout mis en œuvre afin que la Côte d'Ivoire ait la meilleure représentation possible, selon le directeur général de la Poste de Côte d'Ivoire, Isaac Gnamba Yao. Le 3^e congrès extraordinaire de l'Upu se tient dans un contexte marqué par la déclaration de l'intention des Usa de se retirer de cette organisation. Une attention particulière sera accordée à ce sujet au cours des travaux. Déjà, la direction générale de l'Upu a entrepris des démarches pour concilier les positions et maintenir l'unité de l'Union.



Le ministre de l'Économie numérique et de la Poste, Mamadou Sanogo. (PH. DCF)

La menace américaine procède d'une préoccupation partagée par plusieurs pays membres de l'Union. À savoir, le système de rémunération des envois de la poste aux lettres de format encombrant et aux petits paquets.

Avant les travaux proprement dit qui démarrent ce matin après la cérémonie d'ouverture, la journée d'hier a été consacrée aux travaux préparatoires. En marge de ces activités, la Poste de Côte d'Ivoire et le Groupe la Poste

de France ont signé une convention de coopération technique portant sur la redynamisation des activités Colis, Logistique internationale, Acheminement postal et Tracking. D'autres points importants étaient à l'ordre du jour de ces travaux préparatoires, à savoir le projet e-commerce et relations internationales, les synergies d'action entre les opérateurs pour la réussite du congrès Upu 2020.

DAVID YA

AVIS DE RECRUTEMENT

Cabinet d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes, leader sur le marché national recherche un FISCALISTE (poste à pourvoir immédiatement) :

- Bonne maîtrise de la comptabilité et de la fiscalité ivoirienne
- Expérience du contrôle fiscal
- Capable d'élaborer une revue fiscale et sociale
- Capable d'être rapidement autonome
- Avoir une bonne capacité rédactionnelle et une bonne expression orale
- Aptitude à effectuer des recherches en matière fiscale, sociale et à rédiger des Mémo
- Etre rigoureux
- La pratique de l'anglais serait un plus

Envoyer CV, lettre de motivation et prétention salariale par mail : recrutementfiscalite19@gmail.com

Transition agroécologique Plus de 580 millions de F Cfa octroyés à la Côte d'Ivoire

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural a lancé le projet d'appui à la transition agroécologique en Afrique de l'Ouest, à Ivotel Plateau.



Le ministre Adjoumani Kouassi Kobenan. (PH : DR)

française de développement, d'un coût global (de 5,877 milliards de FCfa), le Patea est exécuté dans cinq pays de l'Afrique de l'Ouest, notamment le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Sénégal et le Togo. Selon le ministre, il vise à favoriser l'émergence, l'adoption et la diffusion de pratiques agricoles écologiquement intensives dans les exploitations familiales. « Plus de 2500 producteurs devraient être touchés par les différents projets dans les régions du Béliér, des Grands Ponts et de la Marahoué pour un montant de plus de 880 000€, soit environ 580 millions de F Cfa

pour le développement des innovations à la transition agroécologique dans ces régions ». À en croire l'émissaire du gouvernement, sa mise en œuvre en Côte d'Ivoire devrait impacter les acteurs de la filière cacao, de la filière maraichère et de la pisciculture, notamment pour l'adoption des innovations dans leur pratique quotidienne. Pour Kobenan Kouassi Adjoumani, « c'est un signal d'optimisation de l'espace de production, de l'itinéraire technique et surtout de la rentabilité des exploitations à l'effet d'améliorer le revenu et de préserver l'environnement ».

Par ailleurs, il a félicité l'Aid qui a bien voulu accompagner la Cedeao sur cette thématique de l'agroécologie, qui s'inscrit dans la droite ligne des mesures d'adaptation au changement climatique et surtout de préservation de l'environnement. De son côté, Caroline Piquet, chargée de l'agriculture, du climat et de l'environnement au Bureau de l'Aid à Abidjan, a souligné que l'objectif global du projet, d'une durée de quatre ans, est d'améliorer les performances des exploitations agricoles familiales pour la sécurité alimentaire, l'accroissement des revenus et une meilleure rési-

lience aux changements climatiques tout en favorisant des processus de préservation et de restauration des écosystèmes cultivés et naturels. Elle a fait observer que la transition agroécologique vise des solutions naturelles innovantes en vue de réduire les solutions chimiques, néfastes pour l'environnement. En outre, Caroline Piquet a annoncé que la France est le pays invité pour l'édition 2019 du Salon international de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan (Sara) ■

ÉMELINE P. AMANGOUA

Financement de projets d'intégration sociale Un fonds en faveur de l'innovation créé

Le projet d'appui à la transition agroécologique en Afrique de l'Ouest, dénommé Patea, a été officiellement lancé le 20

septembre à Ivotel Plateau par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Kobenan Kouassi Adjoumani. Porté par la Cedeao, et financé par l'Agence

Le ministre des Sports et Loisirs, Paulin Danho, a réitéré le 20 septembre à la Résidence de l'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire sise à Cocody, le souhait du gouvernement ivoirien de s'inspirer de l'économie du sport en France. Pour ainsi développer le secteur en Côte d'Ivoire et impliquer davantage les activités sportives dans le renforcement de la cohésion sociale dans le pays. C'était à la faveur du lancement du Fonds de solidarité pour les Projets innovants du service de la coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France en Côte d'Ivoire (Pisca). Paulin Danho s'est félicité du lancement de ce Fonds en ce qu'il contribue à la promotion du sport de proximité notamment. Puisque pour cette année, 12 projets ont été sélectionnés sur 200 autour de la thématique de " Sport et développement" dans un esprit



Le ministre Danho Paulin et les marraines ont exprimé leur gratitude à l'ambassade de France. (PH : DR)

d'intégration des couches défavorisées de la société et de la réduction des disparités liées au genre. En plus de sa vocation d'accompagner la

politique de promotion du sport en Côte d'Ivoire, le ministre s'est réjoui de ce qu'il permettra de véhiculer un certain nombre de valeurs en direction des jeunes. Avant de procéder au lancement officiel du Fonds, Gilles Huberson, ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, a dit l'engagement du gouvernement français de soutenir le développement du sport qui constitue un axe important du Plan national à développement (Pnd 2016-2020). Le chef de la mission diplomatique française en Côte d'Ivoire a dit toute sa fierté relativement au caractère novateur du Fonds. « J'en suis fier car il s'agit d'une première: jamais une ambassade de France n'avait mené de projet

sur ce sujet», a-t-il déclaré. Le diplomate a également félicité Fatimata Diasso, médaillée d'argent en saut en longueur aux Jeux paralympiques de Rio pour la Côte d'Ivoire et Priscilla Gneto, médaillée de bronze en -52 kg en judo pour la France à Londres. D'autant plus que les deux jeunes dames ont été désignées pour être les marraines du Fonds. Pour leur part, elles ont exprimé leur satisfaction de l'initiative qui vient soutenir de nombreuses associations qui travaillent dans le domaine de l'intégration des plus faibles, notamment les personnes en situation de handicap, mais qui ne disposent pas de moyens suffisants pour la réalisation de leurs projets.

ABOUBAKAR BAMBA



Pour son développement en Afrique de l'Ouest, 3S, Intégrateur IT et Télécoms, Leader en Afrique du Nord, recrute pour les besoins de sa succursale, en cours de création à Abidjan:

1- DES INGÉNIEURS PRESALES:

Seniors ou Juniors, spécialisés dans les technologies Cisco, Dell, EMC, IBM, Fortinet, ou Microsoft.

2- DES COMMERCIAUX:

Autonomes connaissant le marché Local et Régional.

Prrière d'envoyer par mail votre lettre de motivation, vos prétentions et votre CV détaillé, avant le 30 Septembre 2019, à l'adresse: recrutement@3s.tn

Les candidats répondant aux critères énoncés, recevront un dossier individuel à remplir, qui est destiné à préparer un entretien One to One au début du mois d'Octobre 2019 à Abidjan.

À nos lecteurs

Vous êtes victimes d'abus, de vol ou d'escroquerie. Vous êtes témoin d'un accident, d'un braquage ou d'un fait insolite,

appelez les Faits divers de *Fraternité Matin* au : 20 30 60 00 / 20 37 06 66 / 05 87 12 94 / 07 35 38 65

Email : marc.yevou@fratmat.info

DÉVELOPPEMENT DE LA PISCICULTURE ET L'AQUACULTURE EN CÔTE D'IVOIRE Les recommandations des experts pour relever les défis

La pisciculture participe de façon substantielle à la réalisation de la sécurité alimentaire des communautés rurales et urbaines du pays. Le Plan stratégique pour le développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture (Psdepa) accorde une grande importance à la pisciculture, avec un objectif de 200 000 tonnes/an à l'horizon 2020, soit une contribution globale de 47% de la production. Plusieurs actions sont en cours à travers des projets de développement. Cependant, l'absence de données statistiques ne permet pas de mesurer le niveau réel d'évolution du sous-secteur. Pour pallier cette insuffisance, la Direction de l'aquaculture et des pêches (Dap) a élaboré un système de suivi statistique des activités aquacoles. Le 19 septembre 2019, cette structure sous tutelle du ministère des Ressources animales et halieutiques (Mirah) a initié dans ses locaux sis à Abidjan



Bamba Vakaramoko, représentant le nouveau patron du Mirah, Dosso Moussa, (3^e position à partir de la droite) et les participants engagés (Ph. DR)

un « atelier de validation de la méthodologie du système de suivi statistique de l'aquaculture ». Cette activité a été réalisée avec l'appui de l'Union européenne au travers du Programme d'appui à la gestion durable des ressources halieutiques (Pagdrh). L'objectif général est de valider la méthodologie du système de suivi

statistique de l'aquaculture. Avec entre autres résultats attendus, la présentation et la validation des documents méthodologiques du système de suivi. Plusieurs recommandations ont été faites par les participants issus du Centre de recherche océanologique (Cro), l'Université Nangui Abrogoua (Una) et de l'Institut

national de la statistique (Ins). En effet, le ministère des Ressources animales et halieutiques (Mirah) a été invité à assurer le positionnement de l'aquaculture comme priorité nationale dans l'agenda des décideurs politiques. Le Mirah doit faire du lobbying qui s'appuie sur des indicateurs renseignant sur ses priorités telles que la création d'emploi, la production de richesse, l'autonomisation des femmes, la sécurité alimentaire dans toutes ses dimensions etc. Le département du ministre Moussa Dosso doit également mettre à profit l'expérience de la mise en œuvre du système de suivi statistique des activités aquacoles pour proposer un registre national d'enregistrement des données d'exploitation des fermes aquacoles conformément au disposition de la nouvelle loi. Les direc-

tions régionales sont invitées à contribuer à l'enrichissement de la base de données en fournissant à la Dap la liste des fermes aquacoles existantes dans leurs régions. De même, l'Association nationale des aquaculteurs de Côte d'Ivoire (Anaquaci) a été instruite à l'enrichissement de la base de données. A l'ouverture des travaux, Bamba Vakaramoko, conseiller technique en charge de l'aquaculture qui représentait le nouveau patron du Mirah, Dosso Moussa, a révélé que l'absence de données statistiques fiables est l'une des raisons de la mauvaise perception du rôle et la place de l'aquaculture dans la société et l'économie nationale. Et que les efforts du gouvernement sont en train de faire changer la donne.

Marcelle AKA

3ÈME CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DE L'UPU À GENÈVE La Côte d'Ivoire assure la vice-présidence du congrès

Le 3^e congrès extraordinaire de l'Union postale universelle (Upu) s'ouvre ce mardi 24 septembre 2019, au centre de conférences international de Genève (Suisse). La Côte d'Ivoire a été désignée pour assurer la vice-présidence. En se rendant à ce congrès, la Côte d'Ivoire a en perspective l'organisation du 27^e Congrès d'août 2020 qui se tiendra à Abidjan. Le nouveau ministre en charge de l'Economie numérique et de la Poste, Mamadou Sanogo, a déjà pris les choses en main, en plaçant les dossiers de la Poste parmi les actions prioritaires de son département ministériel. En effet, Mamadou Sanogo a remis la Poste de Côte d'Ivoire, l'opérateur désigné en charge du service postal universel, au cœur des travaux du 27^e congrès 2020 en désignant son directeur général, Isaac Gnamba-Yao, président dudit congrès. C'est d'ailleurs dans cette dynamique que le ministre l'a désigné également chef de la délégation ivoirienne à ce congrès extraordinaire de Genève, dont il assure la vice-présidence au nom de la République de Côte d'Ivoire. La mission diplomatique de la Côte d'Ivoire sera aux côtés de la délégation durant ce séjour à Genève. Le 3^e Congrès extraordinaire fait suite aux préoccupations exprimées par plusieurs pays-

membres au sujet du système de rémunération des envois de la poste aux lettres de format encombrant et aux petits paquets. Le point fort des assises sera sans nul doute, la question de la menace des Etats-Unis de se retirer de l'Upu. Sur ce point, les efforts déployés par la direction générale de l'Upu ne sont pas à négliger. En effet, de multiples contacts et huis clos ont cours en vue de concilier les positions avant d'aller à ce congrès au cours duquel, il apparaît impératif, selon le bureau international, de préserver l'unité de l'Union. Avant les travaux proprement dit qui démarrent ce matin, la journée d'hier a été consacrée aux travaux préparatoires. Notamment la signature d'une convention de coopération technique entre la Poste de Côte d'Ivoire et le groupe la Poste de France portant sur la redynamisation des activités colis, logistique internationale, acheminement postal et tracking. D'autres points importants ont été à l'ordre du jour de ces travaux préparatoires, à savoir, le projet e-commerce et relations internationales, les synergies d'actions entre les opérateurs pour la réussite du Congrès Upu 2020.

Franck SOUHONE

**Formez vous à Abidjan et recevez une Double Diplômation :
un Diplôme Français et un Diplôme Ivoirien**

GROUPE CSI POLE POLYTECHNIQUE

Dejà 20ans

FORMATION DE NIVEAU BAC + 2 à BAC + 6

10 ECOLES SUPERIEURES SPECIALISEES

- IAQT : Institut Africain de la Qualité Totale
- ESM : Ecole Supérieure de Management
- IPEC : Institut de Préparation à l'Expertise Comptable et Financière
- Sup - GRH : Institut Supérieur de Gestion des Ressources Humaines
- IDELCI : Institut de Développement de la Logistique et du Commerce International
- ESIAT : Ecole Supérieure d'Informatique Appliquée et des Télécommunications
- Sup Mines, Pétrole et Energies : Institut Supérieur de Management des Activités Minières, Pétrolières et Energétiques
- CESDEC : Centre de Spécialisation et de Développement des Compétences
- ESUP-BTS : Ecole Supérieure de Préparation au BTS
- SUP - Prépa : Centre de Préparation aux Etudes Supérieures de Gestion et de Commerce pour les non bacheliers

Cours du jour / Cours du soir / Cours à distance

1 CABINET D'ORIENTATION ET DE PLACEMENT

EFFICIENCE : Cabinet d'Orientation, de Placement, de Développement Personnel et Professionnel

1 CABINET DE CONSEIL D'ETUDES ET DE FORMATION

ICEFA: Cabinet de Conseil et de Formation

1 INSTITUT DE LANGUES

CAPL : Centre d'Apprentissage et de Perfectionnement en Langues
Anglais - Arabe - Chinois - Russe

Possibilité de bourses d'études

Date de fin des inscriptions: 15 Octobre 2019

Boulevard. Mitterand, Carrefour Riviera III, Rue Bonoumin 26 BP 1341 ABIDJAN 26
E-mail: gcsi@aviso.ci - www.groupecsi-pp.com
TEL: (+225) 22 49 49 39 / 40 - CEL: (+225) 05 753 945 / 01 981 582 FAX: 22 49 49 38

SAUVEGARDE ET VALORISATION DE LA BAIE DE COCODY

Zoom sur les grands chantiers en cours et à venir

Voici les coûts et les délais d'exécution prévus

Le Projet d'aménagement et de sauvegarde de la baie de Cocody (Pabc) est un vaste projet intégré qui devrait à terme, garantir un environnement socio-économique sain aux populations d'Abidjan, tout en favorisant le développement harmonieux des activités économiques, commerciales, culturelles, sportives et ludiques dans la "Perles des lagunes".

Le Projet d'aménagement et de sauvegarde de la baie de Cocody (Pabc) est articulé, dans sa phase infrastructure, autour de quatre pôles de travaux qui portent notamment sur la réhabilitation écologique de la baie de Cocody, la réalisation d'une Marina, d'un parc urbain, d'un canal, d'ouvrages hydrauliques et maritimes, ainsi que la construction d'infrastructures routières, d'ouvrages de franchissement, d'un viaduc, etc. Les travaux ont été largement entamés en ce qui concerne les infrastructures susmentionnées.

Sanctionnant de l'aménagement de S'agissant de l'aménagement de la baie de Cocody, les travaux s'articulent autour de cinq plans d'actions : les plans Bleu, Vert, Gris, Ocre et Blanc. Lancés en juin 2015 par le président de la République Alassane Ouattara, les travaux repartis en trois tranches enregistrent un taux de progression de 80 % pour la première tranche. Il s'agit notamment des travaux de devasage (curage) du chenal et de la Marina de même que le confortement des berges lagunaires. Ces travaux qui entrent dans le plan Bleu, se poursuivront avec le dragage complémentaire du canal et l'aménagement des berges, la construction d'une Marina de 341 places d'amarrage pour les bateaux de plaisance, de quais et de terre-pleins, l'ouverture du fleuve Comoé à Grand-Bassam, etc. En effet, relativement à l'ouverture de l'embouchure du fleuve



Une fois le projet livré, l'échangeur de l'Indiéné va considérablement modifier le visage de ce carrefour. (Ph. DRI)

Comoé, l'on apprend qu'elle représente un chantier d'envergure dans le Pabc. L'objectif de cette entreprise est d'établir une communication directe entre la lagune et la mer. En effet, explique les responsables du projet, lorsque le fleuve Comoé se jette dans la lagune ébrié sur le littoral, le cours d'eau ainsi que le cours d'eau ainsi constitué n'a plus accès à l'océan comme c'était le cas par le passé. Cela, du fait de l'obstruction de l'embouchure. D'où la nécessité de l'ouvrir. L'enjeu, en clair, est d'améliorer le renouvellement des eaux de la lagune ébrié en favorisant l'échange entre la mer et la lagune et d'évacuer ainsi les eaux et les apports du fleuve Comoé vers la mer lors des crues.

Par la suite, les entrepreneurs entameront le plan Vert qui consiste en un aménagement urbain et paysager avec un planting et un reboisement massif qui part de la forêt du Banco à la baie de Cocody. Dans la pratique, le plan Vert vise à créer un parc urbain moderne à la baie de Cocody qui intègre l'aménagement d'une ceinture de verdure tout le long du bassin versant du Gourou. Ces travaux ont été confiés à la So-

ciété de développement des forêts (Sodefor).

Dans sa progression, le Pabc enchaînera avec le plan Gris, qui est le volet assainissement de ce vaste projet. Pour cette phase, les travaux de construction du bassin écristeur de Williamsville sont prévus pour démarrer sous peu. Il

en est de même pour les travaux d'interception des rejets liquides dans la baie et la réalisation d'une station de traitement des eaux usées. Les études techniques d'avant-projet détaillé concernant cette station sont en cours.

Quant au plan Ocre, il concerne spécifiquement les infrastruc-

tures de mobilité urbaine. Deux chantiers sont en cours : le pont à hauban de Cocody et l'échangeur du carrefour de l'Indiéné. Pour le premier ouvrage cité (pont à hauban), les travaux ont été lancés le vendredi 22 mars 2019 pour un coût de 77,5 milliards de fca. L'exécution du chantier devrait durer 24 mois. A ce jour, les premiers pieux d'essai ont été réalisés. Faut-il le préciser, les pieux sont ce que l'on pourrait appeler la pierre angulaire du pont, leur forage nécessitant du métier.

Pour ce qui est de l'échangeur du carrefour de l'Indiéné, le lancement des travaux s'est fait le lundi 16 septembre 2019. L'ouvrage va coûter 23,9 milliards de fca. Le ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier, Amédée Kouakou, informait lors de la cérémonie de lancement que le chantier sera livré dans 21 mois à compter de septembre 2019.

Le plan Blanc qui vient consacrer la fin du projet, prend en compte la concession et la gestion de la baie de Cocody.

Elysée LATH

DÉVELOPPEMENT DE DABOU

Le ministre Essis Emmanuel sollicite l'engagement des populations

Le ministre auprès du Premier ministre, chargé de la promotion de l'investissement privé, Essis Esmel Emmanuel, milite pour des actions de développement de la localité dont il est originaire, Dabou. Il a appelé, pour ce faire, à l'union, à la cohésion et à la solidarité entre les filles et fils du département, samedi 21 septembre 2019, à l'occasion de la célébration de la 4^e édition du festival "Manillele", dans le village de Débrimou.

En tant que parrain de la cérémonie, Essis Emmanuel a noté que le peuple odjokru possède un riche patrimoine culturel autour duquel devrait être bâti l'union de ce peuple, condition essentielle pour engager la région sur la voie du développement. Le ministre a ajouté qu'au-delà de ses richesses culturelles, Dabou regorge de potentialités, d'opportunités d'affaires énormes. «Le peuple odjokru regorge de beaucoup de cadres dans tous les domaines. La région dispose de terres arables. Dabou est un grand carrefour commercial, culturel, etc.», a soutenu Essis Emmanuel. Puis de recommander à ses frères et



Essis Emmanuel, au pupitre, a appelé ses frères et sœurs à l'union pour le développement du Lebutu. (Ph. DR)

sœurs du Lebutu réunis pour la circonstance à Débrimou: «Lebutu, il est tant qu'on se ressaisisse, qu'on conjugue le verbe de l'union, du vivre ensemble, de la solidarité pour apporter le développement. Mettons-nous ensemble et nous irons plus loin». Faut-il le souligner, le festival "Manillele" renvoie au mode de vie, d'expression du peuple odjokru. Il célèbre l'Odjokru dans sa manière de vivre, de se vêtir, etc. C'est donc pour affirmer son appartenance à ce "peuple qui a une grande histoire", "ce peuple qui est traditionnellement démocrate" que le ministre a tenu

à prendre effectivement part à cette célébration. Mais aussi, il avait un message du gouvernement à faire passer aux jeunes du Lebutu qui veulent s'autodéterminer. A savoir que ces derniers doivent se faire inscrire dans les guichets emplois jeunes pour bénéficier des opportunités d'emploi et/ou de stage qui sont proposées par le gouvernement. Rappelons qu'Essis Emmanuel a inauguré le foyer des jeunes de Débrimou dont il a financé la rénovation à hauteur de 3 millions de fca.

Elysée LATH

Tout savoir sur la gestion et l'exploitation de la Marina

Au terme des travaux d'aménagement et de valorisation de la baie de Cocody, l'Etat de Côte d'Ivoire, dans sa coopération avec le royaume du Maroc, entend mettre un point d'honneur sur la gestion du site. Pour ce faire, le Projet d'aménagement et de sauvegarde de la baie de Cocody (Pabc) travaille déjà sur la question. Selon des informations en notre possession, un consultant, dans ce cadre, a été recruté pour la réalisation de l'étude stratégique de valorisation de la baie. Par la suite, il sera procédé à la création d'une agence pour la valorisation du projet et l'élaboration de la procédure de concession d'espaces à des opérateurs privés en vue de la mise en valeur de la baie. Cela, aussitôt que les travaux seront livrés.

E.L.

INSALUBRITÉ À ABIDJAN

La guerre contre les ordures ménagères engagée

Plus de 150 engins mis à la disposition des pré-collecteurs

Zato Jean (président des pré-collecteurs): «Les ménages n'auront plus à déboursier de l'argent pour leurs ordures»

Abidjan, la capitale économique ivoirienne pourra retrouver dans les jours qui viennent son lustre d'antan en matière de salubrité. Et ce, grâce à la politique volontariste du ministère de l'Assainissement et de la Salubrité déclinée en actions de terrain par l'Agence nationale de gestion des déchets (Anaged).

S'inscrivant dans cette politique, la société Eco Eburnie et son partenaire local, Groupement ivoire éco-environnement (GIE), entreprise spécialisée dans la pré-collecte et le ramassage des ordures ménagères et industrielles, a officiellement engagé la guerre contre les ordures ménagères dans les rues des secteurs 2 (Adjamé, Attécoubé, Yopougon et Songon) et 3 (Port-Bouët, Koumassi, Marcory, Treichville) du district d'Abidjan. C'était le mercredi 18 septembre 2019, à Abidjan-Yopougon au centre de Abidjan-Yopougon au centre de transfert de la dite société, au cours de la cérémonie de remise d'engins pour le ramassage des ordures.

En effet, dans le cadre de leur collaboration, Eco-Eburnie et GIE viennent de mettre à la disposition des pré-collecteurs des secteurs 2 et 3 plus de 150 engins motorisés d'une valeur de plus 750 millions de fca. Ces engins devraient permettre un maillage complet des secteurs 2 et 3 du district d'Abidjan. Il est prévu également d'adjoindre à ces engins motorisés 50 tracteurs avec remorques d'une valeur de 1 250 000 000.

«Ce qui nous réunit ici, c'est la collaboration qui nous lie avec Eco Eburnie. Notre part dans cette collaboration, c'est la pré-collecte du ménage au coffre. Depuis quelques temps, nous nous exerçons à parfaire cette activité. Avec ces engins, nous allons accroître la capacité de ramassage des pré-collecteurs, la production au niveau des coffres et parfaire la propreté des ménages», a dit Diabaté Mamadou, directeur général adjoint de GIE, indiquant que cette action s'inscrit dans la vision de la ministre de l'Assainissement et de la Salubrité, Anne Désirée Ouloto.

ABIDJAN, CAPITALE DE LA



Les pré-collecteurs ont bénéficié d'importants lots d'engins motorisés pour débarrasser les ménages des ordures. (Ph. DR)

PROPRETÉ. Pour Diabaté Mamadou, nul doute qu'Abidjan figurera, dans les jours qui viennent, sur la liste des capitales les plus enviées au monde et les plus enviées au monde pour leur propreté. Il demeure en effet persuadé que, ces engins permettront d'accroître de façon significative la capacité de collecte des ordures ménagères et parfaire le travail des pré-collecteurs. «Nous avons sur le site ici 132 engins. A terme, nous serons à 153 tricycles et 50 tracteurs qui seront répartis dans les différentes communes des secteurs 2 et 3. Cet investissement a été fait pour que la ville d'Abidjan puisse ressembler aux villes auxquelles on veut ressembler. Nous allons rendre les rues, les grandes voies très propres. Nous allons lancer les engins sur le terrain, il faudrait qu'on sache qu'il y a un apport nouveau qui vient s'ajouter à ce qu'on faisait par le passé. A terme, nous prévoyons plus de 2 000 pré-collecteurs donc 2000 emplois», a indiqué Diabaté Mamadou.

Rodolfo Texeira, chef de service production d'Eco Eburnie, a pour sa part, exigé le professionnalisme des pré-collecteurs. «Je demande à tous, le maximum de professionnalisme parce que c'est ensemble qu'on rendra toutes les communes d'Abidjan propres. C'est votre obligation de prendre ces déchets et les amener aux sites qui sont disposés à votre ser-

vice. Eco Eburnie vous remercie et vous demande votre engagement et l'amour du travail bien fait. Avec ces engins, on pourra désormais parcourir les quartiers difficiles d'accès. Avec les tracteurs, on pourra transporter de façon significative les déchets», a martelé Rodolfo Texeira. Qui demeure convaincu que le civisme de la population sera au rendez-vous, eu égard aux activités des pré-collecteurs qu'ils auront à constater au quotidien sur le terrain. «La population va commencer à croire en notre travail et va cesser de jeter les ordures dans les caniveaux, de les brûler ou même de les enterrer parce qu'ils savent qu'assurément quelqu'un va passer tous les jours prendre leurs déchets. Le plus important, c'est la santé de la population. Parce que les dépôts sauvages d'ordures provoquent des maladies. Tout le monde va collaborer. D'ici à six mois, on aura des communes très différentes de la réalité actuelle», a-t-il promis.

ENLÈVEMENT GRATUIT D'ORDURES. Zato Jean Claude, vice-président des pré-collecteurs de Côte d'Ivoire a informé que dorénavant les ménages n'auront plus à déboursier un seul centime pour l'enlèvement de leurs ordures. «Nous allons travailler. Vous allez sentir cela sur le terrain. Les gens vont se demander où sont passées les ordures. Parce qu'ils ne vont

plus voir les ordures. On nous condamnait pour le fait qu'on exigeait de l'argent de la part des ménages. Aujourd'hui, nous n'allons plus encaisser les ménages. Les ménages n'auront plus à déboursier de l'argent pour leurs ordures», a rassuré le vice-président des pré-collecteurs de Côte d'Ivoire. Zato Jean Claude a confié que ses camarades et lui vont investir le terrain d'autant plus que désormais ils bénéficient d'un grand soutien en matériels. «C'est la première fois qu'on s'intéresse de façon concrète aux pré-collecteurs. Nous sommes dans la joie aujourd'hui, et nous sommes devenus comme des cadres», a-t-il exprimé sa joie.

Maxime KOUADIO

AXE ABENGOUROU-NIABLÉ Un petit pont est en passe

de céder

L'axe routier Abengourou-Niablé distant de 22 km est sur le point d'être coupé. Dans la localité d'Affalikro, située à une douzaine de kilomètres de la capitale de l'Indénie, le dalot qui a été érigé sur le petit cours d'eau qui traverse le bourg est en passe de céder. La mission de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci), dans le cadre de ses actions sociales, avait construit ce dalot il y a environ une dizaine d'années pour permettre aux populations de la "Cité des lauréats" de rallier la ville d'Abengourou en moins

d'une demi-heure. Mais, après plusieurs années, l'ouvrage est désuet à cause des fortes pluies et des eaux de ruissellement qui ont fini par altérer le dalot. Et pourtant, dès l'aube et jusque tard dans la nuit, cette voie qui débouche sur le Ghana voisin, enregistre une intense circulation d'engins divers. Faut-il le souligner, la ville de Niablé est réputée pour ses nombreux lauréats agricoles enregistrés à la faveur de l'organisation de la défunte "Coupe nationale du progrès" dans les années 70-80.

Chadon ABE (stg)



Une vue du pont reliant la ville d'Abengourou à Niablé

(Ph. DR)

"AFFAIRE UN TROU DE 7 MILLIARDS FCFA LAISSÉ À LA MAIRIE DE KOUMASSI"

Yao Kouadio, ex 2ème adjoint au maire de N'dohi répond à Bacongo:

«Notre gestion est transparente, traçable et pas concernée par ces accusations»

«Il n'y a pas de scandale comme on veut le faire croire»

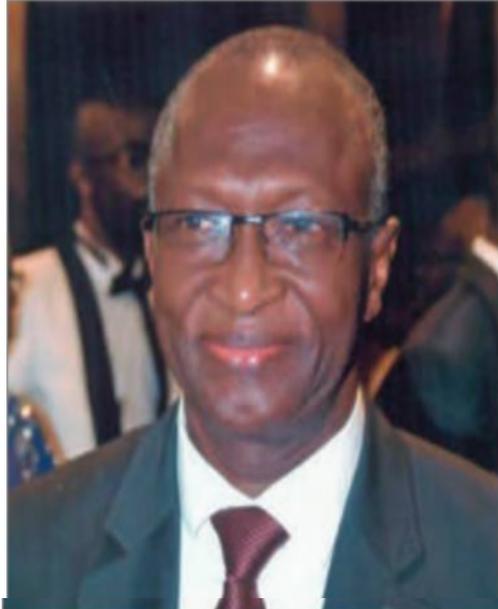
Le maire de la commune de Koumassi, Cissé Bacongo a révélé des scandales financier et foncier qui pourraient entacher la gestion de son prédécesseur, Raymond N'dohi. C'était lors du dernier conseil municipal qui s'est tenu le vendredi 13 septembre 2019 à la salle des mariages de la mairie de Koumassi. Dans cette interview, Yao Kouadio ex 2ème adjoint au maire sous N'dohi Raymond, chargé des affaires domaniales et environnementales, a réagi face à ces accusations.

Que répondez-vous aux récentes déclarations du maire Cissé Bacongo portées sur des points de la gestion du mandat que vous défendiez en tant que directeur de campagne du candidat et ex-maire Raymond N'dohi ?

Le ministre Cissé Bacongo et ses partisans étaient aussi membres du précédent conseil municipal conduit par le maire Raymond N'dohi. Nous n'avons enregistré aucune démission pour mauvaise gestion ou d'incompatibilité quelconque. Nous assumons ensemble, avec eux, tous les points de notre gestion précédente conduite par le même mode démocratique des décisions prises en assemblée délibérante du conseil et approuvées par la tutelle administrative. Autant dans la peau du directeur de campagne, défenseur du mandat du maire Raymond N'dohi que dans celle du conseiller municipal sachant, je suis à l'aise pour vous dire que les preuves existent, qui montrent que notre gestion précédente est claire, transparente, traçable et n'est nullement concernée par ces accusations, ni dans la forme, ni dans le fond.

Qu'en est-il des parcelles bradées à des entreprises marocaines et libanaises ?

De l'exposé du maire Cissé Bacongo, lors du précédent conseil municipal, il ressort que des parcelles auraient été bradées à des entreprises. Sur le principe d'Abri 2000 Sipim, et même de l'espace cédé à l'entreprise marocaine, il s'est agi d'exécuter une décision approuvée par le conseil municipal et entérinée par la tutelle administrative. Il n'y a donc pas de scandale à exécuter une telle décision approuvée par le conseil municipal et par la tutelle. Pour



Le conseiller municipal, Yao Kouadio dénonce une cabale contre l'ex-maire N'dohi Raymond. (Ph. DR)

nous, tout est donc clair, transparent et traçable. Il n'y a rien qui soit fait sans en avoir l'autorisation de toutes les instances compétentes. A Abri 2000 Sipim c'est-à-dire l'espace ex-pépinière de la ville d'Abidjan déclassé au profit de la commune, il se raconte que l'ex-maire Adou Assalé voulait construire des maisons pour l'ensemble des 309 agents qui n'étaient d'ailleurs, à cette date, que moins de 120 embauchés. Sur l'autre espace situé derrière la Cnps, il était prévu la construction d'un dispensaire municipal et le bitumage de la voie qui passe devant le site. En contrepartie, l'entreprise marocaine devrait construire des bâtiments et exploiter la parcelle restante. Mais il n'a pu construire le dispensaire comme prévu. Et comme la valeur du contrat était de 120 millions de francs cfa, c'est en janvier 2019, après le départ du maire N'dohi que le notaire en charge du dossier pour le compte de l'acquéreur est venu verser les 120 millions de cfa au maire Cissé Bacongo, qui a refusé le chèque parce que le promoteur n'a pas respecté son engagement.

Le maire Cissé Bacongo parle également d'un déficit de 7 milliards de fcfa, quelle est la vérité ?

Le maire dit qu'un cabinet privé a révélé que sur la période de 2016 à 2018, on n'a pas pu trouver des

documents de gestion portant sur une valeur de 7 milliards de fcfa et plus. Le trésorier municipal a toute la documentation puisque, c'est lui qui fait l'exécution des mandats, l'exécution du budget de la mairie. Il représente la tutelle économique. Sinon sur quelle base il a approuvé le compte administratif d'exercice du maire en 2016, 2017, 2018 avec des signifi-

Sept (07) milliards, ce n'est pas rien, il faut que la vérité éclate pour situer les responsabilités...

Le maire Cissé Bacongo dit qu'il a promis au maire sortant qu'il n'allait pas engager des poursuites ; quelle fausse miséricorde ! Il s'agit de 7 milliards de fcfa sur fonds du contribuable des populations de Koumassi et non 7 milliards de fcfa qui appartient au maire Cissé Bacongo pour qu'il en fasse acte de générosité. En réalité, il n'existe aucun déficit de 7 milliards de fcfa à la mairie de Koumassi après le maire N'dohi.

Le budget de la commune est autour de 2 milliards de fcfa. Comment se peut-il en 2016-2018 qu'on a un "trou" de 7 milliards de fcfa ? Comment payait-on les salaires et honorait-on les engagements vis-à-vis de l'État ainsi que tous les investissements et le financement des travaux gigantesques de la construction de l'hôtel communal ? Non ! Un "trou" de 7 milliards de fcfa, ce n'est pas juste ! Ce sont des déclarations beaucoup plus poli-

tiques. En réalité, c'est une cabale montée de toute pièce par Bacongo pour cacher ses ennus avec les populations. On peut même commander une inspection.

Qu'en est-il des camions, objet de litige entre la mairie et le maire N'dohi ?

La mairie acquiert tous les biens de son patrimoine par une planification d'investissements dénommée programme triennal soumis à approbation au ministère de tutelle avant exécution budgétaire. Vous ne pouvez donc rien entreprendre ou acquérir en dehors de ce cadre d'investissement annuel à exécuter. Or, nulle part, il n'existe une ligne d'acquisition de remorqueuses par la mairie. Pour le reste, nous notons qu'il s'agit d'une affaire de droit privé portant sur la propriété de biens immatriculés au nom d'un particulier selon les documents délivrés par l'administration nationale. Ce sont des camions qui ont plus de 17 ans et 19 ans d'âge et qui sont importés. Leur valeur en douane, n'atteint pas de 2 millions de fcfa. Les mairies ne peuvent pas être autorisées à acheter de tels camions. Le maire Cissé Bacongo a saisi la police économique depuis plus de 3 mois. Qu'il nous dise le résultat de l'enquête.

Interview réalisée par Marcelle AKA

JOURNÉE MONDIALE DU NETTOYAGE DE LA PLANÈTE La Mairie et ses partenaires sur le terrain

La journée mondiale du nettoyage de la planète ou "The world Clean up Day" est généralement célébrée chaque 3ème samedi du mois de septembre. Pour marquer d'une pierre blanche cette célébration, la mairie de Treichville et l'Ong Let's do It (Côte d'Ivoire) en collaboration avec plusieurs groupes et associations ont initié une campagne de sensibilisation et de nettoyages des artères de la commune. Cette activité s'est déroulée le samedi 21 septembre 2019 au rond point de la commune «N'Zassa». Boto M'Bouké, 3ème adjoint au maire en charge de l'assainissement, de la salubrité et de l'environnement a salué l'engagement et la

mobilisation des Treichvillois qui ont promptement répondu à l'invitation. «Merci aux populations et associations qui se mobilisent pour assainir notre cité» a-t-il dit. "The world Clean up Day" a pour objectif de débarrasser la planète de tout ce qui est déchet, pour un cadre de vie propre. Selon Keudieu Jean-Marie, coordinateur national de l'Ong Let's do It (Côte d'Ivoire), cette action vise à sensibiliser les populations pour un environnement plus sain. «Chaque année 157 pays dans le monde, se mobilisent à l'occasion de la "world Clean up Day". Je remercie la municipalité de Treichville pour son appui matériel et financier. Ma profonde gratitude va

principalement à l'endroit du ministre François A. Amichia, maire de la commune pour les efforts consentis pour le rayonnement de la commune. Un cadre de vie propre permet d'avoir une bonne santé. Je leur demande de continuer dans ce sens afin que cette activité se perpétue à Treichville», a-t-il déclaré. Cette opération a été réalisée avec l'appui technique du ministère de l'Assainissement et de la Salubrité, de l'Anaged, d'Eco-eburnie, les associations communales et quelques Ong et la Direction technique de la mairie.

Sercom mairie de Treichville

Fraternité Matin / Parc automobile

Dix véhicules flambant neufs en renfort

Ces engins destinés à la mobilité des journalistes vont permettre au plus vieux quotidien ivoirien de mieux assurer sa mission de service public.



PHOTO : JULIEN MONSAN

Remise symbolique des clés par le directeur général, Venance Konan au représentant du Directeur général adjoint.

Venance Konan, directeur général de Fraternité Matin, a procédé à la remise officielle des clés de dix véhicules dont le quotidien gouvernemental s'est récemment dotés. La remise a eu lieu le

23 septembre au cours d'une brève cérémonie qui s'est déroulée sur les installations de cette entreprise de presse, à Adjamé. Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du plan de restructuration dans lequel le journal est engagé depuis

quelques mois. Ce sont au total dix véhicules, d'une valeur de 134 millions de FCfa, qui ont été réceptionnés à ce jour sur un total de douze prévus. Deux autres sont attendus pour très bientôt, a fait savoir Adama Rahimi, direc-

teur des Systèmes d'information, assurant l'intérim du directeur général adjoint. À l'en croire, ces véhicules qui viennent accroître le parc automobile de l'entreprise sont destinés aux journalistes. « Ces véhicules permettront aux journalistes d'être très réactifs, et à Fraternité Matin

de remplir pleinement sa mission de service public en étant présent dans les grands rendez-vous de l'État. À l'image des futures élections qui auront lieu dans le pays, ou la visite qu'effectue actuellement le Président Ouattara dans le N'Zi », a-t-il indiqué. Ces véhicules sont composés, entre

autres, de pick-up, de Suv et de fourgonnettes. Venance Konan a demandé au personnel du parc auto, qui assurera l'exploitation et l'entretien de ces engins, d'en prendre soin, afin que leur utilisation puisse s'inscrire dans la durée ■

DRAMOUS YÉTI



PHOTO : SÉBASTIEN KOUASSI

Le parc automobile de Frat Mat s'enrichit pour beaucoup plus d'efficacité du personnel.

